# *La formation de la mission de vérification de la paix en Colombie avance*

Par Guillermo Alvarado

La mission de l'Organisation des Nations Unies pour vérifier le cessez-le-feu et la déposition des armes des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie – Armée du Peuple, les FARC-AP, est formée de 500 personnes de 15 pays, la majorité d'entre eux de la Région.

Une avancée de ce groupe se trouve d'ores et déjà dans ce pays sud-américain qui met en place des conditions pour que le processus soit ordonné et méthodique et qu'il garantisse la sécurité des combattants, tout comme l'existence de garanties de son incorporation à la vie civile.

Il faut savoir que ce pays a vécu le traumatisme causé au milieu des années 80 du siècle dernier, lorsque les membres de l'Union Patriotique ont été pratiquement exterminés tout au long d'une décennie, après avoir renoncé à la lutte armée et à créer un parti politique.

Le chef de la mission de l'ONU, Jean Arnault, qui a également joué un rôle important dans la signature des accords de paix au Guatemala, a indiqué que la grande majorité des observateurs viennent de pays

membres de la Communauté des États latino-américains et Caribéens, la CELAC, même s'il y a aussi quelques représentants des nations européennes, comme l'Allemagne et la Suisse.

Pendant le 2e Sommet de la CELAC, tenu a La Havane en janvier 2014, l'Amérique latine et les Caraïbes ont été intronisées comme zone de paix, ou le dialogue est appelé à être la seule voie possible pour résoudre toute différence, une zone ou soit éradiquée l'utilisation ou la menace de l'utilisation d'armes. D'où l'importance de ce bloc participe à la vérification de la fin du conflit armé le plus vieux de la Région.

En janvier 2013, le premier sommet de la CELAC avait eu lieu au Chili, pays accompagnateur des négociations de paix pour la Colombie.

Le 23 juin, le gouvernement colombien et les FARC-AP ont signé, dans la capitale cubaine, siège des dialogues de paix depuis 2012, l'accord pour un cessez le feu bilatéral et définitif et il ne reste plus qu'à signer le pacte final.

Une fois ce pacte achevé, il y aura un délai de 180 jours pour déposer les armes, qui ne seront remises ni à l'armée ni au gouvernement colombien, mais à la mission de l'ONU.

La Colombie sera donc plus proche d'une paix définitive, qui passe désormais par la négociation avec l'autre organisation rebelle, l'Armée de Libération Nationale, qui a une présence dans plusieurs points du pays.

Aussi il faut s'occuper du crime organisé et démanteler les bandes irrégulières qui se sont formées à partir de l'essor du para-militarisme, durant l'administration de l'ancien président Alvaro Uribe, un adversaire déclaré des négociations de paix et de la fin du conflit armé.

Un autre thème en suspend : mettre fin à la présence militaire des États-Unis, qui dispose de plusieurs bases installées dans le pays sous prétexte de combattre la violence et le narco-trafique mais qui, une fois la paix instaurée, deviendrait une menace inutile pour la stabilité de la nation et des pays voisins.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/101507-la-formation-de-la-mission-de-verification-de-la-paix-en-colombie-avance

**Radio Habana Cuba**